

TABLE DES MATIÈRES

Sommaire	V
Remerciements	VII
Liste des principales abréviations	IX
Préface	XIII
Introduction	1
I. L'unification de la notion de compliance	5
II. L'intégration de la compliance	11

Partie 1

L'apparition de la compliance

Titre 1. L'instrumentalisation de la compliance	25
Chapitre 1. La compliance comme instrument de gestion du risque légal au service des sociétés	27
Section 1. La nécessaire gestion du risque légal par les sociétés	28
§ 1. La formation du risque légal autour du régime de responsabilité vicariale	28
A. L'appréhension du risque légal par les sociétés dans le système pénal vicarial	29
B. Le renforcement du risque légal par l'expansion du domaine de la responsabilité vicariale	31
§ 2. L'accentuation du risque légal par le développement d'obligations préventives	33
A. L'accentuation du risque légal sous l'obligation fédérale de transparence	34
B. L'accentuation du risque légal sous l'obligation fédérale de connaissance	40
Section 2. L'émergence d'une compliance d'initiative répondant à l'accentuation du risque légal	45
§ 1. La recherche d'une prévention du risque légal par la compliance d'initiative	45
A. L'effet attendu de la compliance d'initiative sur la réalisation du risque légal	46
B. La méthode employée par la compliance d'initiative	49
§ 2. La recherche d'une réduction de la sanction par la compliance d'initiative	52
A. La préservation d'une interprétation stricte du régime vicarial	52
B. L'incohérence de l'interprétation stricte du régime vicarial	54

Conclusion du chapitre 1	56
Chapitre 2. L'appropriation de la compliance par les autorités publiques	57
Section 1. L'appropriation administrative de la compliance	57
§ 1. L'octroi d'un caractère contraignant à la compliance	58
A. L'élaboration d'une méthode uniformisée de détermination des sanctions	59
B. L'intégration de la compliance à la détermination de la sanction	61
§ 2. Le renforcement de l'appropriation administrative par la déjudiciarisation des poursuites	65
A. L'engagement institutionnel dans le processus de déjudiciarisation	66
B. L'influence du processus de déjudiciarisation sur l'appropriation administrative de la compliance	69
Section 2. L'appropriation légale de la compliance	76
§ 1. L'insuffisante prévention du risque infractionnel	76
A. L'insuffisante prévention des crises par la réglementation	77
B. L'insuffisante prévention du risque infractionnel par la gouvernance d'entreprise	79
§ 2. La consécration de l'appropriation légale par la sanction autonome de la compliance	81
A. L'introduction d'obligations légales de compliance à la charge de la société	81
B. L'effet de l'appropriation légale de la compliance	84
Conclusion du chapitre 2	85
Conclusion du titre 1	86
Titre 2. La standardisation de la compliance	89
Chapitre 1. L'effet du standard gouvernemental sur la prévention des infractions	91
Section 1. La structure standardisée des programmes de compliance	92
§ 1. L'identification d'un programme de compliance effectif	92
A. L'incidence des <i>Sentencing Guidelines</i> sur les programmes de compliance	93
B. L'appréciation du standard gouvernemental par le DOJ	95
§ 2. Les limites inhérentes au standard gouvernemental de la compliance	97
A. L'applicabilité limitée du standard gouvernemental de la compliance	98
B. L'efficacité limitée du standard gouvernemental de la compliance	99

Section 2. L'application standardisée des programmes de compliance	103
§ 1. La recherche d'une application efficace du standard gouvernemental	103
A. L'application optimisée du standard gouvernemental	104
B. L'application homogénéisée du standard gouvernemental	107
§ 2. L'intégration d'une culture de la compliance au service de l'application du standard	111
A. L'incidence de la culture de la société dans l'échec du programme de compliance	112
B. L'instauration d'une culture de compliance au service du renforcement des programmes	114
Conclusion du chapitre 1	119
Chapitre 2. L'effet du standard gouvernemental sur la coopération des acteurs	121
Section 1. La délégation de la surveillance des infractions aux sociétés	122
§ 1. L'incitation à la production d'informations par le standard gouvernemental	122
A. Le rôle du standard gouvernemental dans la détection des infractions	123
a) Le renforcement de l'incitation en faveur du <i>whistleblowing</i>	123
b) Le renforcement de l'incitation en faveur de l'autodénonciation	126
B. Le rôle du standard gouvernemental dans la coopération des sociétés	128
§ 2. L'encadrement de la production d'informations par le standard gouvernemental	131
A. La production d'informations au moyen des enquêtes internes	132
B. La protection des droits des personnes dans le cadre des enquêtes internes	135
Section 2. L'émergence d'un risque de compliance autonome	138
§ 1. La sanction de la société pour inapplication du standard gouvernemental	138
A. L'utilisation des deals de justice aux fins des réformes structurelles	139
B. L'encadrement du comportement de la société durant la réforme structurelle	142
§ 2. La condamnation de la personnes physiques pour inapplication du standard gouvernemental	147
A. L'inefficacité de la seule responsabilité fiduciaire des dirigeants	148
B. Le renforcement du risque de compliance par une responsabilité générale des personnes physiques	150
Conclusion du chapitre 2	153
Conclusion du titre 2	154
Conclusion de la partie 1	157

Partie 2

L'exportation de la compliance

Titre 1. L'application extraterritoriale du droit américain	161
Chapitre 1. L'émergence d'un risque légal transnational	163
Section 1. La prolifération du risque infractionnel en Europe	164
§ 1. L'appréhension désuni du risque légal en Europe	165
A. L'émergence d'un risque légal désuni en Europe	165
B. L'efficacité relative d'un risque légal désuni	169
§ 2. La recherche inaboutie d'une harmonisation des risques légaux	173
A. L'échec d'une harmonisation fondée sur la nature de la responsabilité	173
B. La réussite parcellaire d'une harmonisation fondée sur la nature de l'infraction	176
Section 2. La substitution du risque transnational aux risques légaux nationaux	179
§ 1. L'émergence du risque légal transnational par l'édition de normes extraterritoriales	180
A. L'appréhension restrictive de l'effet extraterritorial des lois par la jurisprudence	181
B. L'adaptation progressive de la législation américaine aux situations extraterritoriales	186
§ 2. Le renforcement du risque légal transnational en matière de poursuite des sociétés	191
A. Les restrictions traditionnellement portées à l'encontre des sanctions extraterritoriales	192
B. Le contournement des voies traditionnelles de sanction	194
Conclusion du chapitre 1	197
Chapitre 2. La réalisation du risque légal transnational	199
Section 1. L'efficacité des mesures incitatives dans un contexte extraterritorial	200
§ 1. L'incitation à la déjudiciarisation dans un contexte extraterritorial	200
A. L'incitation exercée par la nature vicariale de la responsabilité pénale des sociétés	201
B. L'incitation fondée sur le caractère dissuasif des sanctions encourues par la société	202
§ 2. L'incitation à la coopération dans un contexte extraterritorial	205
A. L'adaptation des mesures d'incitation à la coopération dans un contexte extraterritorial	206
B. L'application de l'incitation à la coopération dans un contexte extraterritorial	209

Section 2. La porosité des protections contre les mesures extraterritoriales	213
§ 1. La porosité des protections contre la collecte extraterritoriale d'information	213
A. L'ineffectivité des mesures protégeant les informations produites par la société	214
B. L'ineffectivité des protections accentuée par l'adoption du <i>Cloud Act</i>	219
§ 2. La porosité des dispositifs de protection contre les sanctions extraterritoriales	224
A. L'inapplication du principe <i>non bis in idem</i> dans un contexte transnational	224
B. L'inefficacité des protections visant spécialement les sanctions économiques	227
Conclusion du chapitre 2	230
Conclusion du titre 1	232
Titre 2. La réception du standard gouvernemental de la compliance en Europe	235
Chapitre 1. L'instrumentalisation du standard gouvernemental de la compliance en Europe	237
Section 1. L'évolution du risque légal appliqué aux sociétés européennes	238
§ 1. L'hybridation progressive de la responsabilité pénale	238
A. Le recul progressif de l'interprétation stricte du régime identificatoire	239
B. L'intégration d'un régime fondé sur la faute organisationnelle	244
§ 2. Le renforcement des obligations à la charge des sociétés européennes	247
A. Le rehaussement des obligations à la charge des sociétés européennes	248
B. Le contrôle des obligations à la charge des sociétés européennes	252
Section 2. L'application du standard gouvernemental de la compliance par les sociétés européennes	256
§ 1. L'influence de la compliance semi-contrainte sur la gouvernance les sociétés européennes	258
A. L'articulation de la compliance semi-contrainte aux législations domestiques	258
B. L'influence de la compliance semi-contrainte sur les structures des sociétés européennes	262
§ 2. L'efficacité limitée de la gestion du risque légal par la compliance	266
A. La reconnaissance inégale de la compliance semi-contrainte par les États européens	266
B. Le rejet de la compliance semi-contrainte par les autorités européennes	269
Conclusion du chapitre 1	273

Chapitre 2.	La transplantation du standard gouvernemental de la compliance en Europe	275
Section 1.	Le recours à la compliance dans la prévention des actes infractionnels en Europe	276
§ 1.	L'opposition active de la société à la réalisation d'acte infractionnel	277
A.	La transplantation des programmes de compliance au sein de sociétés européennes	277
B.	L'incomplète transplantation de la méthodologie américaine	282
§ 2.	La participation de la société à la découverte de l'acte infractionnel	286
A.	L'adoption d'une obligation de détection à la charge des sociétés	286
B.	L'instauration inégale d'une obligation de divulgation auprès des autorités	293
Section 2.	L'intégration de la compliance dans la punition des actes infractionnels en Europe	296
§ 1.	L'émergence d'un risque de compliance européen	297
A.	La mutation de la sanction par la transformation de ses instruments	298
B.	L'évolution des fonctions de la sanction sous le prisme de la compliance	306
§ 2.	L'efficacité limitée du risque de compliance européen	313
A.	Les limites tenant aux spécificités des régimes de responsabilité pénale européens	314
B.	Les limites tenant aux pouvoirs des autorités exécutives européennes	318
	Conclusion du chapitre 2	321
	Conclusion du titre 2	323
	Conclusion de la partie 2	325
	Conclusion générale	327
	Bibliographie	333
	Index	411